

CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE

RAPPORT TECHNIQUE SUR LES MARGES MAXIMALES DISPONIBLES POUR L'ÉVOLUTION DU COÛT SALARIAL

Septembre 1996

CCE 1996/604
CCR 105/5

Bruxelles, le 18 septembre 1996

**RAPPORT TECHNIQUE SUR LES MARGES MAXIMALES
DISPONIBLES POUR L'ÉVOLUTION DU COÛT
SALARIAL**

INTRODUCTION

Le présent rapport a été élaboré par le secrétariat du Conseil central de l'économie dans le cadre de la loi du 26 juillet 1996 relative à "la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité" et de l'avis du Conseil central de l'économie du 24 mai 1996 sur le projet de sauvegarde préventive de l'emploi et de la compétitivité du pays.

La loi du 26 juillet 1996 définit des principes de négociations qui visent à la sauvegarde préventive de l'emploi et de la compétitivité. A cette fin, la loi prévoit d'inscrire les mécanismes traditionnels de négociation salariale dans un cadre macro-économique fixé par un accord intersectoriel ou à défaut par le gouvernement.

En vue de disposer de l'ensemble des facteurs pertinents pouvant éclairer les négociateurs interprofessionnels ou le gouvernement, le législateur a prévu que le Conseil central de l'économie élaborerait le présent rapport.

Le législateur a d'ailleurs précisé les paramètres qui doivent à tout le moins être rassemblés par le Conseil central de l'économie. Car c'est en tenant compte de ceux-ci, que les interlocuteurs sociaux ou le Gouvernement doivent fixer la marge maximale et minimale dans laquelle doivent s'inscrire les négociations interprofessionnelles, sectorielles, d'entreprises ou individuelles. Ces données concernent l'évolution du coût salarial et de l'inflation.

Les données concernant l'évolution du coût salarial sont fournies selon trois concepts:

- le coût salarial nominal par personne occupée,
- le coût salarial nominal par personne occupée en équivalents temps plein,
- le coût salarial nominal par heure (effectivement) prestée,

et ceci conformément à l'article 2 de la loi (voir aussi annexe 3 C.3).

Les données concernant l'inflation font appel :

- au déflateur de la consommation privée,
- et à l'indice-santé.

Le rapport contient de plus un ensemble de données qui permet, d'une part, d'inscrire la politique des revenus dans un cadre macro-économique plus large et, d'autre part, les variables sous-jacentes à l'élaboration des prévisions et des projections. Ces données concernent :

- la croissance et l'emploi,
- la dynamique de la croissance,
- le commerce extérieur,
- la profitabilité.

Elles permettent aussi de prolonger les analyses menées dans le Rapport sur l'évolution de l'emploi et du coût salarial, que doivent émettre deux fois par an le Conseil central de l'économie et le Conseil national du travail, et dont la disponibilité des données connaît un certain retard. Ceci permet, comme le souhaite le législateur, d'inscrire les négociations concernant les salaires et l'emploi dans le cadre plus large des deux rapports.

Le secrétariat a aussi rassemblé les données observées les plus récentes concernant l'évolution des salaires et de la durée du travail.

Le législateur définit en outre la marge maximale pour l'évolution du coût salarial comme devant "tenir compte de l'évolution du coût salarial dans les États membres de référence, telle qu'elle est prévue pour les deux années de l'accord interprofessionnel". Il définit aussi l'évolution du coût salarial comme "l'augmentation en termes nominaux du coût salarial moyen par travailleur dans le secteur privé, exprimé en équivalents temps plein et, le cas échéant, corrigé en fonction de modifications dans la durée annuelle moyenne conventionnelle de travail, exprimée en monnaie nationale, en Belgique et dans les États membres de référence".

Ainsi, le secrétariat du Conseil a calculé aux tableaux 13 et 14 l'évolution de la rémunération nominale dans le secteur privé par emploi salarié en équivalents temps plein et l'évolution de la rémunération nominale dans le secteur privé par heure effectivement prestée. L'augmentation moyenne pour les trois pays de référence (Allemagne, Pays-Bas, France) est respectivement de 3.1% et de 3.3% pour 1997 et respectivement de 2.9% et de 3.2% pour 1998. Ces données, comme prévu par la loi, sont basées sur les prévisions et les projections de Ocde.

Toutefois, dans le souci d'informer complètement les interlocuteurs sociaux et le gouvernement, le secrétariat a aussi calculé sur la base des informations communiquées par la Commission européenne (CE) les mêmes données qui concernent cette fois l'ensemble de l'économie (le secteur privé et les administrations publiques). Les tableaux 15 et 16 montrent que l'augmentation moyenne du coût salarial nominal pour les trois pays de référence (Allemagne, Pays-Bas, France) est de 2.7% (en équivalents temps plein) et de 2.9% (par heure prestée) pour 1997 et respectivement de 3.5% et 3.8% en 1998.

Les deux schémas de prévision convergent pour 1997. On observe une décélération de l'augmentation salariale en Allemagne, mais dont l'ampleur varie selon les deux sources. Elle est plus forte pour l'Ocde (on passe, par heure effectivement prestée, de 4.4% à 3.6% entre 1996 et 1997 pour l'Ocde et de 3.3% à 3.1% pour la CE). Toutefois, le scénario Ocde prévoit un taux de croissance supérieur à celui de la CE pour 1996 (à savoir 3.8 % contre 2.9 %).

Pour 1998, en revanche, les scénarios divergent. La décélération observée en 1997 par l'Ocde se poursuit en 1998, soit respectivement de 3.3% à 3.2%, alors qu'une accélération est observée par la CE de 2.9% à 3.8%. Cette divergence est à mettre en relation avec les deux schémas de projection différents en matière d'inflation des deux Institutions (voir point E: les projections concernant l'inflation et annexe 3 C.b les sources).

La loi définit une marge minimale qui correspond au moins à l'indexation et aux augmentations barémiques. La différence entre la marge maximale et la marge minimale définit la plage dans laquelle doit s'inscrire les négociations interprofessionnelle, sectorielle, d'entreprise ou individuelle. C'est pourquoi la loi prévoit que ce rapport détermine l'augmentation salariale en prenant en compte l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice-santé des prix à la consommation.

Bien que la loi prévoit que l'inflation attendue soit basée sur les données de l'Institut des comptes nationaux et de l'Ocde, nous avons ajouté les données de la CE et des perspectives 1996-2000 du Bureau du Plan. En effet, chaque scénario possède une cohérence interne entre la dynamique d'inflation et celle des rémunérations. De plus, l'Ocde ne produit pas d'estimation de l'indice-santé. Dès lors, pour l'année 1998, il était indispensable d'avoir recours à une source comme celle du Bureau du Plan, à tout le moins pour pouvoir comparer l'évolution du déflateur à la consommation privée et celle de l'indice-santé. Comme l'évolution de l'inflation dépend aussi de celle des rémunérations, le secrétariat a ajouté la sensibilité de l'inflation à une variation de 1% des rémunérations nominales (tableau 17). On a dès lors aussi fourni les hypothèses en matière d'évolution des rémunérations par tête qui sous-tendent les prévisions d'inflation.

Le schéma de l'Ocde diverge des autres (CE, perspectives économiques 1996-2000) à partir de 1998. Ainsi, pour la Belgique, l'Ocde prévoit une désinflation en 1997 (2,1 % en 1996 à 1,8 % en 1997, tableau 17) qui devrait se poursuivre lentement au cours du reste de la période de projection. Les autres Institutions, en revanche, prévoient une accélération du rythme de l'inflation en 1998 et une stabilisation par la suite.

Ces divergences dans les rythmes d'inflation sont encore plus prononcées dans les autres pays, spécialement en France et en Allemagne. Ainsi dans le scénario de l'Ocde, le taux d'inflation passe de 1.6% en 1996 à 1.1% en 2001 en Allemagne, et de 1.9% en 1996 à 1% en 2001 en France. Pour la CE, le taux d'inflation passe de 1.6% en 1996 à 2.3% en 2000 en Allemagne et de 1.8% en 1996 à 2.0% en 2000 en France.

Ces divergences en matière d'inflation entre les scénarios de l'Ocde et de la CE ainsi qu'entre la Belgique, la France et l'Allemagne reflètent essentiellement les divergences dans les scénarios d'évolution des prix à l'importation. Dans le cas de l'Ocde, l'hypothèse technique visant à ramener progressivement la production actuelle à son niveau potentiel est essentielle pour expliquer le schéma désinflationniste (cf. Annexe méthodologique).

Par voie de conséquence, ces divergences en matière d'inflation expliquent pour la plus grande part les divergences en matière d'évolution des rémunérations entre les deux scénarios.

De plus, le secrétariat du Conseil a ajouté les données mensualisées de l'évolution de l'indice-santé sur la base des données budgets économiques pour 1996 et 1997 et des projections 1996-2000 pour 1998; ces données peuvent être adaptées en fonction du scénario d'inflation et du choix de la marge. Ceci constitue les données de base qui doivent permettre de calculer l'indexation, soit "l'augmentation des salaires résultant de l'application des mécanismes d'indexation tels que décrits dans les conventions collectives de travail existantes relatives à la liaison des salaires à l'indice-santé".

Le secrétariat du Conseil tient à remercier le Bureau du Plan, la représentation permanente de la Belgique auprès de l'Ocde ainsi que la Banque nationale pour l'aide apportée à la réalisation de ce rapport.

I. LES DONNÉES SELON LA LOI ET L'AVIS DU CCE

A. Coût salarial par personne occupée

Tableau 1 Rémunération nominale par salarié dans le secteur privé

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 3,8 | 3,5 | 3,4 | 3,7 | 2,9 | 2,7 |
| PAYS-BAS | 2,5 | 1,8 | 2,6 | 1,3 | 2,3 | 2,7 |
| FRANCE | 3,2 | 1,6 | 1,8 | 2,8 | 2,7 | 2,4 |
| MOYENNE 3 | 3,5 | 2,6 | 2,7 | 3,2 | 2,8 | 2,6 |
| BELGIQUE | 3,2 | 3,1 | 1,4 | 1,9 | - | - |

Source : Ocde

Tableau 2 Coût salarial nominal par personne occupée¹⁾ dans l'ensemble de l'économie

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | n.d. | 3,2 | 3,8 | 2,6 | 2,4 | 3,5 |
| PAYS-BAS | n.d. | 2,3 | 3,0 | 1,9 | 2,5 | 3,2 |
| FRANCE | n.d. | 1,9 | 2,4 | 2,3 | 2,5 | 3,0 |
| MOYENNE 3 | n.d. | 2,7 | 3,2 | 2,4 | 2,4 | 3,3 |
| BELGIQUE | n.d. | 4,9 | 1,9 | 1,7 | - | - |

(1) A l'exception des Pays-Bas dont les données sont exprimées en équivalent temps plein

Source : Commission Européenne

B. Évolution de l'emploi

Tableau 3 Emploi salarié dans le secteur privé (nombre de personnes)

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -2,2 | -1,0 | -0,2 | -1,2 | 0,3 | 0,8 |
| PAYS-BAS | 0,0 | 0,2 | 1,2 | 1,5 | 1,6 | 1,5 |
| FRANCE | -2,5 | 0,4 | 1,6 | -0,2 | 0,6 | 1,9 |
| MOYENNE 3 | -2,1 | -0,4 | 0,5 | -0,6 | 0,5 | 1,2 |
| BELGIQUE | -2,1 | -0,6 | 0,5 | -0,3 | 0,5 | 1,6 |

Source : Ocde

Tableau 4 Emploi salarié dans l'ensemble de l'économie (nombre de personnes)

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | n.d. | n.d. | -0,5 | -1,0 | -0,2 | 0,5 |
| PAYS-BAS | n.d. | n.d. | 1,5 | 1,0 | 1,5 | 1,3 |
| FRANCE | n.d. | n.d. | 1,4 | 0,2 | 0,8 | 0,9 |
| MOYENNE 3 | n.d. | n.d. | 0,4 | -0,4 | 0,3 | 0,7 |
| BELGIQUE | n.d. | n.d. | 0,3 | -0,3 | 0,7 | 0,8 |

(1) A l'exception des Pays-Bas dont les données sont exprimées en équivalent temps plein

Source : Commission Européenne

tableau 5 Salariés ayant un emploi à temps partiel

En pourcentage de l'emploi salarié total

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 14,9 | 15,9 | 16,4 | 16,9 | 17,4 | 17,8 |
| PAYS-BAS | 34,8 | 36,2 | 37,3 | 38,4 | 39,5 | 40,6 |
| FRANCE | 14,3 | 15,4 | 15,9 | 16,4 | 16,8 | 17,3 |
| MOYENNE 3 | 16,5 | 17,5 | 18,1 | 18,6 | 19,1 | 19,7 |
| BELGIQUE | 14,3 | 14,6 | 15,2 | 15,8 | 16,4 | 17,0 |

Sources : Eurostat, Enquêtes sur les forces de travail ; calcul du secrétariat du Cce

Tableau 6 Emploi salarié en équivalent temps plein dans le secteur privé

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -2,6 | -1,6 | -0,6 | -1,5 | -0,1 | 0,4 |
| PAYS-BAS | -0,4 | -0,6 | 0,7 | 1,1 | 1,1 | 1,1 |
| FRANCE | -3,1 | -0,1 | 1,4 | -0,4 | 0,4 | 1,7 |
| MOYENNE 3 | -2,6 | -1,0 | 0,2 | -0,9 | 0,2 | 0,9 |
| BELGIQUE | -2,2 | -0,7 | 0,3 | -0,6 | 0,3 | 1,3 |

Sources: Ocde, Eurostat, calcul du secrétariat du Cce

Tableau 7 Emploi salarié en équivalent temps plein dans l'ensemble de l'économie

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | n.d. | n.d. | -0,8 | -1,4 | -0,6 | 0,2 |
| PAYS-BAS | n.d. | n.d. | 1,5 | 1,0 | 1,5 | 1,3 |
| FRANCE | n.d. | n.d. | 1,2 | 0,0 | 0,6 | 0,7 |
| MOYENNE 3 | n.d. | n.d. | 0,1 | -0,6 | 0,0 | 0,5 |
| BELGIQUE | n.d. | n.d. | 0,0 | -0,6 | 0,4 | 0,5 |

Source : Commission européenne

C. Évolution de la durée de travail

En complément à la partie "durée de travail" du rapport commun CCE-CNT (p.143), le secrétariat CCE présente également les données ci-dessous.

Tableau 8 Durée légale et conventionnelle

En heures par semaine

| | Dispositions légales | Conventions collectives |
|-----------|-------------------------|----------------------------|
| ALLEMAGNE | 48,0 | 37,5 |
| PAYS-BAS | 48,0 | 38,0 |
| FRANCE | 39,0 | 39,0 |
| BELGIQUE | 40,0 | 38,0 |

Source : OCDE, Perspectives de l'emploi 1995

Tableau 9 Durée effective annuelle de travail par salarié à temps plein

En heures par an

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 1741 | 1743 | 1737 | 1730 | 1724 | 1717 |
| PAYS-BAS | 1798 | 1799 | 1800 | 1801 | 1802 | 1804 |
| FRANCE | 1791 | 1792 | 1791 | 1789 | 1787 | 1786 |
| MOYENNE 3 | 1764 | 1766 | 1762 | 1758 | 1754 | 1750 |
| BELGIQUE | 1713 | 1718 | 1719 | 1720 | 1720 | 1721 |

Sources: Eurostat, Statistiques en Bref; population et conditions sociales ; calcul du secrétariat du Cce

Tableau 10 Durée effective annuelle de travail par salarié à temps partiel

En heures par an

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 850 | 846 | 834 | 823 | 811 | 800 |
| PAYS-BAS | 819 | 823 | 835 | 847 | 860 | 873 |
| FRANCE | 1001 | 1008 | 1012 | 1017 | 1022 | 1026 |
| MOYENNE 3 | 901 | 902 | 897 | 895 | 891 | 888 |
| BELGIQUE | 939 | 943 | 948 | 954 | 960 | 965 |

Sources: Eurostat, *Statistiques en Bref*; *population et conditions sociales*; calcul du secrétariat du Cce**Tableau 11 Nombre d'heures effectivement prestées par les salariés dans le secteur privé**

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -2.9 | -1.5 | -0.9 | -1.9 | -0.5 | 0,1 |
| PAYS-BAS | -0.7 | -0.6 | 0,5 | 1,1 | 1,2 | 1,1 |
| FRANCE | -3.0 | 0,0 | 1,3 | -0,5 | 0,3 | 1,6 |
| MOYENNE 3 | -2.8 | -0.9 | 0,0 | -1,1 | 0,0 | 0,7 |
| BELGIQUE | -2.9 | -0.3 | 0,3 | -0.5 | 0,3 | 1,4 |

Sources: Ocde, Eurostat; calcul du secrétariat du Cce

Tableau 12 Nombre d'heures effectivement prestées par les salariés dans l'ensemble de l'économie

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | n.d. | n.d. | -1,2 | -1.7 | -1.0 | -0.2 |
| PAYS-BAS | n.d. | n.d. | 1,5 | 1,1 | 1,6 | 1,4 |
| FRANCE | n.d. | n.d. | 1,1 | -0,1 | 0,5 | 0,6 |
| MOYENNE 3 | n.d. | n.d. | -0,1 | -0,9 | -0,2 | 0,2 |
| BELGIQUE | n.d. | n.d. | 0,3 | -0,3 | 0,7 | 0,8 |

Sources : Commission européenne, Eurostat, calcul du secrétariat de l'Ocde

D. Coût salarial nominal corrigé pour le travail à temps partiel et la durée effective de travail

a. Source Ocde

Tableau 13 Rémunération nominale dans le secteur privé par emploi salarié, en équivalent temps plein

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 4,2 | 4,1 | 3,7 | 4,1 | 3,3 | 3,1 |
| PAYS-BAS | 2,9 | 2,7 | 3,1 | 1,8 | 2,7 | 3,2 |
| FRANCE | 3,9 | 2,1 | 2,0 | 3,0 | 2,9 | 2,6 |
| MOYENNE 3 | 4,0 | 3,2 | 3,0 | 3,5 | 3,1 | 2,9 |
| BELGIQUE | 3,4 | 3,1 | 1,6 | 2,1 | - | - |

Sources: Ocde, Eurostat ; calcul du secrétariat du Cce

Tableau 14 Rémunération nominale dans le secteur privé par heure effectivement prestée

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 4,6 | 4,0 | 4,1 | 4,5 | 3,7 | 3,6 |
| PAYS-BAS | 3,2 | 2,6 | 3,0 | 1,7 | 2,6 | 3,1 |
| FRANCE | 3,8 | 2,0 | 2,1 | 3,1 | 3,0 | 2,7 |
| MOYENNE 3 | 4,2 | 3,1 | 3,3 | 3,7 | 3,3 | 3,2 |
| BELGIQUE | 4,0 | 2,8 | 1,6 | 2,1 | - | - |

Sources: Ocde, Eurostat ; calcul du secrétariat du Cce

b. Source CE

Tableau 15 Coût salarial nominal dans l'ensemble de l'économie (par emploi salarié en équivalent temps plein)

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | n.d. | n.d. | 4,2 | 3,0 | 2,8 | 3,9 |
| PAYS-BAS | n.d. | n.d. | 3,0 | 1,9 | 2,5 | 3,2 |
| FRANCE | n.d. | n.d. | 2,5 | 2,5 | 2,7 | 3,2 |
| MOYENNE 3 | n.d. | n.d. | 3,5 | 2,7 | 2,7 | 2,6 |
| BELGIQUE | n.d. | n.d. | 2,2 | 1,9 | 2,4 | 3,1 |

Sources : Commission européenne, Eurostat ; calcul du secrétariat du Cce

Tableau 16 Coût salarial nominal par heure effectivement prestée dans l'ensemble de l'économie

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

Sources: Commission européenne,

Eurostat ; calcul du secrétariat du Cce

E. Données concernant l'inflation

a. Belgique

Tableau 17 Inflation

| | CE | OCDE | Budgets économ. | Perspect. économ. | Sensibilité par rapport à une variation de 1% des rémunérations nominales |
|------------|------|------|--------------------|----------------------|---|
| 1996 | | | | | |
| DPC* | 2,0 | 2,1 | 1,9 | 2,0 | - |
| ind. santé | n.d. | n.d. | 1,6 | 1,9 | |
| 1997 | | | | | |
| DPC* | 1,8 | 1,8 | 1,9 | 2,1 | 0,13 |
| ind. santé | n.d. | n.d. | 1,9 | 2,1 | |
| 1998 | | | | | |
| DPC* | 2,0 | 1,8 | n.d. | 2,2 | 0,16 |
| ind. santé | n.d. | n.d. | n.d. | 2,3 | |
| 1999 | | | | | |
| DPC* | 2,0 | 1,8 | n.d. | 2,2 | 0,17 |
| ind. santé | n.d. | n.d. | n.d. | 2,3 | |
| 2000 | | | | | |
| DPC* | 2,0 | 1,7 | n.d. | 2,2 | 0,16 |
| ind. santé | n.d. | n.d. | n.d. | 2,3 | |
| 2001 | | | | | |
| DPC* | n.d. | 1,7 | n.d. | n.d. | 0,15 |

* Déflateurs des prix à la consommation privée

Sources : Commission Européenne, OCDE, ICN, Bureau du Plan.

Tableau 18 Indice des prix-santé (1988=100)

| | 1996 | 1997 | 1998 |
|------------|--------|--------|--------|
| Janvier | 119,86 | 122,14 | 124,95 |
| Février | 120,09 | 122,37 | 125,19 |
| Mars | 120,13 | 122,41 | 125,23 |
| Avril | 120,15 | 122,43 | 125,25 |
| Mai | 119,90 | 122,18 | 124,99 |
| Juin | 120,00 | 122,28 | 125,09 |
| Juillet | 120,84 | 123,14 | 125,97 |
| Août* | 121,29 | 123,59 | 126,44 |
| Septembre* | 120,87 | 123,17 | 126,00 |
| Octobre* | 120,68 | 122,97 | 125,80 |
| Novembre** | 120,87 | 123,17 | 126,00 |
| Décembre** | 120,84 | 123,14 | 125,97 |
| Moyenne | 120,46 | 122,75 | 125,57 |

* Calc. ind. lissé en T+1

** Calc. ind. lissé en T et T+1

Source : Bureau du Plan.

Tableau 19 Prix à l'importation

| | CE | OCDE | Budgets économ. | Perspect. économ. |
|------|------|------|--------------------|----------------------|
| 1996 | 1,9 | 1,4 | 2,4 | 1,8 |
| 1997 | 2,0 | 1,1 | 2,0 | 1,7 |
| 1998 | 2,2 | 1,3 | n.d. | 2,0 |
| 1999 | 2,3 | 1,6 | n.d. | 2,1 |
| 2000 | 2,3 | 1,5 | n.d. | 2,1 |
| 2001 | n.d. | 1,5 | n.d. | n.d. |

Sources : Commission Européenne, OCDE, ICN, Bureau du Plan.

Tableau 20 Rémunération par employé

| | CE | OCDE | Budgets économ. | Perspect. économ. |
|------|------|------|--------------------|----------------------|
| 1996 | 1,7 | 1,9 | 1,4 | n.d. |
| 1997 | 2,2 | 2,7 | 2,6 | 3,7 |
| 1998 | 2,8 | 3,2 | n.d. | 4,2 |
| 1999 | 3,3 | 3,2 | n.d. | 4,2 |
| 2000 | 3,6 | 3,3 | n.d. | 4,0 |
| 2001 | n.d. | 3,3 | n.d. | n.d. |

Sources : Commission Européenne, OCDE, ICN, Bureau du Plan.

b. *Allemagne, Pays-Bas, France*Tableau 21 Déflateurs des prix à la consommation privée

| | Allemagne | | France | | Pays-Bas | |
|------|-----------|------|--------|------|----------|------|
| | CE | OCDE | CE | OCDE | CE | OCDE |
| 1996 | 1,6 | 1,6 | 1,8 | 1,9 | 1,9 | 1,8 |
| 1997 | 1,6 | 1,5 | 1,6 | 1,3 | 2,0 | 1,8 |
| 1998 | 2,0 | 1,3 | 1,8 | 1,1 | 2,2 | 1,7 |
| 1999 | 2,2 | 1,2 | 2,0 | 0,9 | 2,2 | 1,6 |
| 2000 | 2,3 | 1,1 | 2,0 | 1,0 | 2,3 | 1,5 |
| 2001 | n.d. | 1,1 | n.d. | 1,0 | n.d. | 1,5 |

Source : Commission européenne, OCDE.

Tableau 22 Prix à l'importation

| | Allemagne | | France | | Pays-Bas | |
|------|-----------|------|--------|------|----------|------|
| | CE | OCDE | CE | OCDE | CE | OCDE |
| 1996 | 1,3 | 1,5 | 1,5 | 0,3 | 1,5 | 1,1 |
| 1997 | 1,6 | 0,8 | 1,8 | 1,2 | 2,0 | 1,3 |
| 1998 | 2,3 | 0,9 | 2,3 | 0,8 | 2,3 | 1,0 |
| 1999 | 2,3 | 1,0 | 2,3 | 0,7 | 2,3 | 1,1 |
| 2000 | 2,3 | 0,9 | 2,3 | 0,6 | 2,3 | 1,0 |
| 2001 | n.d. | 0,9 | n.d. | 0,6 | n.d. | 1,0 |

Sources : Commission européenne, OCDE.

Tableau 23 Rémunération par employé

| | Allemagne | | France | | Pays-Bas | |
|------|-----------|------|--------|------|----------|------|
| | CE | OCDE | CE | OCDE | CE | OCDE |
| 1996 | 2,6 | 3,7 | 2,3 | 2,8 | 1,9 | 1,8 |
| 1997 | 2,4 | 2,9 | 2,5 | 2,7 | 2,5 | 2,7 |
| 1998 | 3,5 | 2,7 | 3,0 | 2,4 | 3,2 | 3,2 |
| 1999 | 3,9 | 2,9 | 3,7 | 2,4 | 3,7 | 3,2 |
| 2000 | 4,1 | 2,8 | 3,8 | 2,5 | 4,1 | 3,2 |
| 2001 | n.d. | 3,0 | n.d. | 2,5 | n.d. | 3,2 |

Sources : Commission européenne, OCDE.

II. LES DONNÉES RÉCENTES

A. Allemagne

Tableau 24 Salaire conventionnel

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Salaire conventionnel (1) | | | | | | | | | |
| <i>Secteur productif</i> | | | | | | | | | |
| * Allemagne de l'Ouest | 3.6 | 2.7 | 2.7 | 4.8 | 6.5 | 5.7 | 4.2 | 2.1 | 4.9 |
| * Allemagne de l'Est | | | | | | 28.6 | 17.0 | 15.0 | 12.1 |
| <i>Ensemble de l'économie</i> | | | | | | | | | |
| * Allemagne de l'Ouest | 3.3 | 2.7 | 2.7 | 4.4 | 6.2 | 6.0 | 3.8 | 1.9 | 4.1 |
| * Allemagne de l'Est | | | | n.d. | 31.1 | 29.1 | 17.8 | 8.5 | 8.5 |
| Rémunération par salarié dans le secteur privé | | | | | | | | | |
| * ensemble de l'Allemagne (2) | 3.3 | 3.2 | 3.0 | 4.2 | -5.7 | 10.3 | 3.8 | 3.5 | 3.4 |
| * Allemagne de l'Ouest (3) | 3.3 | 3.2 | 3.0 | 4.2 | 4.8 | 5.3 | 3.1 | | |

Sources : (1) Deutsche Bundesbank, Monthly Report, différents numéros

(3) Ocde, Perspectives économiques, décembre 1995, tableau A12

Tableau 25 Salaire conventionnel - Allemagne de l'Ouest

| | Secteur productif (construction incluse) | | Économie globale | |
|-------------|---|-------|---------------------------------|-------|
| | 1991 = 100 base mensuelle | % (1) | 1991 = 100 base mensuelle | % (1) |
| 1995 | | | | |
| Janvier | 105,4 | 4,8 | 105,3 | 3,3 |
| Février | 105,7 | 5,0 | 105,5 | 3,4 |
| Mars | 105,9 | 5,5 | 106,0 | 4,0 |
| Avril | 107,6 | 5,7 | 107,5 | 5,0 |
| Mai | 106,2 | 5,2 | 107,5 | 4,7 |
| Juin | 106,0 | 3,9 | 107,5 | 4,1 |
| Juillet | 161,3 | 2,9 | 146,3 | 3,4 |
| Août | 106,3 | 3,5 | 107,8 | 3,8 |
| Septembre | 106,3 | 3,5 | 107,8 | 3,8 |
| Octobre | 106,3 | 3,5 | 107,8 | 3,6 |
| Novembre | 180,9 | 7,1 | 182,1 | 4,9 |
| Décembre | 109,5 | 5,6 | 108,6 | 4,4 |
| 1996 | | | | |
| Janvier | 109,2 | 2,7 | 108,5 | 3,1 |
| Février | 109,2 | 2,8 | 108,6 | 2,9 |
| Mars | 109,3 | 2,2 | 108,6 | 2,5 |
| Avril | 109,9 | 2,2 | 108,9 | 1,3 |
| Mai | 109,9 | 2,5 | 109,2 | 1,6 |

(1) Pourcentage de variation par rapport au même mois de l'année précédente

Source : Deutsche Bundesbank, Monthly report, différents numéros

Tableau 26 Salaire conventionnel - Allemagne de l'Est

| | Secteur productif (construction incluse) | | Économie globale | |
|-------------|---|------|-------------------------------|------|
| | 1991=100 base mensuelle | %(1) | 1991=100 base mensuelle | %(1) |
| 1995 | | | | |
| Janvier | 172,6 | 10,2 | 161,4 | 6,8 |
| Février | 173,6 | 10,3 | 161,3 | 6,8 |
| Mars | 174,0 | 10,0 | 161,8 | 6,9 |
| Avril | 177,2 | 10,1 | 165,5 | 8,6 |
| Mai | 177,8 | 9,8 | 166,0 | 8,3 |
| Juin | 177,3 | 9,2 | 166,8 | 8,8 |
| Juillet | 248,6 | 39,2 | 212,3 | 15,2 |
| Août | 181,9 | 9,2 | 169,1 | 8,1 |
| Septembre | 182,1 | 7,6 | 169,2 | 7,0 |
| Octobre | 183,8 | 8,5 | 171,3 | 6,9 |
| Novembre | 251,4 | 9,5 | 261,9 | 5,5 |
| Décembre | 189,6 | 9,4 | 171,5 | 6,9 |
| 1996 | | | | |
| Janvier | 190,1 | 9,0 | 172,1 | 6,7 |
| Février | 190,7 | 8,7 | 172,3 | 6,8 |
| Mars | 190,1 | 7,9 | 172,2 | 6,5 |
| Avril | 191,3 | 6,3 | 172,7 | 4,4 |
| Mai | 191,3 | 5,6 | 172,9 | 4,1 |

(1) Pourcentage de variation par rapport au même mois de l'année précédente

Source : Deutsche Bundesbank, Monthly report, différents numéros

Tableau 27 Temps de travail conventionnel

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | Allemagne de l'Ouest | | Allemagne de l'Est | |
|------|--------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|
| | <i>Ensemble de l'économie</i> (%) | <i>Industrie</i> (1) (%) | <i>Ensemble de l'économie</i> (%) | <i>Industrie</i> (1) (%) |
| 1990 | -1,1 | -1,0 | n.d. | n.d. |
| 1991 | -0,5 | -0,2 | -7,5 | -7,0 |
| 1992 | -0,1 | -0,1 | -1,6 | -1,9 |
| 1993 | -0,8 | -1,7 | -0,6 | -0,8 |
| 1994 | -0,3 | -0,7 | -0,7 | -1,5 |
| 1995 | -0,2 | -0,6 | -0,8 | -0,9 |

(1) Construction exclue

Source : Deutsche Bundesbank, Monthly report, différents numéros

Tableau 28 Temps de travail conventionnel

| | Allemagne de l'Ouest | | | | Allemagne de l'Est | | | |
|-------------|-------------------------------|------|------------------|------|-------------------------------|------|------------------|------|
| | <i>Ensemble de l'économie</i> | | <i>Industrie</i> | | <i>Ensemble de l'économie</i> | | <i>Industrie</i> | |
| | 1991 = 100 | (%) | 1991 = 100 | (%) | 1991 = 100 | (%) | | (%) |
| 1995 | | | | | | | | |
| Janvier | 98,9 | 0,0 | 97,5 | -0,2 | 96,4 | -1,0 | 95,1 | -1,9 |
| Février | 98,9 | 0,0 | 97,5 | -0,2 | 96,4 | -1,0 | 95,0 | -1,9 |
| Mars | 98,9 | 0,0 | 97,5 | -0,2 | 96,4 | -1,0 | 95,0 | -1,9 |
| Avril | 98,8 | -0,1 | 97,3 | -0,2 | 96,4 | -0,7 | 95,0 | -0,7 |
| Mai | 98,8 | 0,0 | 97,3 | -0,1 | 96,4 | -0,7 | 95,0 | -0,6 |
| Juin | 98,8 | 0,0 | 97,3 | -0,1 | 96,4 | -0,7 | 95,0 | -0,6 |
| Juillet | 98,8 | 0,0 | 97,3 | -0,1 | 96,2 | -0,9 | 95,0 | -0,7 |
| Août | 98,8 | 0,0 | 97,3 | -0,1 | 96,2 | -0,9 | 95,0 | -0,7 |
| Septembre | 98,8 | 0,0 | 97,3 | -0,1 | 96,2 | -0,7 | 95,0 | -0,7 |
| Octobre | 98,3 | -0,6 | 95,8 | -1,7 | 96,1 | -0,7 | 95,0 | -0,7 |
| Novembre | 98,3 | -0,6 | 95,8 | -1,7 | 96,1 | -0,7 | 95,0 | -0,7 |
| Décembre | 98,3 | -0,6 | 95,8 | -1,7 | 96,1 | -0,7 | 95,0 | -0,7 |
| 1996 | | | | | | | | |
| Janvier | 98,2 | -0,6 | 95,8 | -1,7 | 96,0 | -0,4 | 94,4 | -0,7 |
| Février | 98,2 | -0,6 | 95,8 | -1,8 | 96,0 | -0,4 | 94,4 | -0,7 |
| Mars | 98,2 | -0,6 | 95,8 | -1,8 | 96,0 | -0,4 | 94,4 | -0,7 |
| Avril | 98,2 | -0,6 | 95,7 | -1,6 | 96,0 | -0,4 | 94,4 | -0,6 |
| Mai | 98,2 | -0,6 | 95,7 | -1,6 | 96,0 | -0,4 | 94,4 | -0,6 |

Source : Deutsche Bundesbank, Monthly report, différents numéros

Tableau 29 Overzicht van een aantal collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in 1996

| SECTOR | LOOPTIJD | LOONOVEREENKOMST (op jaarbasis) |
|------------------------------|----------------------|---------------------------------|
| Scheikunde | uiterlijk 30 .4.1997 | + 2,00% |
| Kunststofverwerking | 31.3.1997 | + 1,85% |
| Rubbervverwerking | 31.5.1997 | + 2,00% |
| Staalnijverheid | 31.9.1997 | + 1,80% |
| MEVN (7.3.1995) | 31.12.1997 | + 3,60% |
| Vrachtwagenbouw | 28.2.1997 | + 2 à 2,5% |
| Houtverwerking | 31.3 of 31.5.1997 | + 1,90% |
| Papier | 28.2.1997 | + 1,85% |
| Drukkerijen | 31.3.1997 | + 1,85% |
| Schoenen | 31.5.1997 | + 2,85 à 3% |
| Textiel en kleding | 30.4 of 31.5.1997 | + 1,50% |
| Suiker | 31.3.1997 | + 2,55% |
| Groenten- en fruitverwerking | 31.3.1997 | + 2,10% |
| Confiserie | 31.3.1997 | + 1,85% |
| Vleeswaren | 28.2.1997 | + 2,80% |
| Bouw | 31.3.1997 | + 1,85% |
| Groothandel en export | 31.3.1997 | + 2,00% |
| Banken | 30.4.1997 | 1,90% |
| Verzekeringen | 30.4.1997 | 1,90% |

Source : Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung

B. Pays-Bas

Tableau 30 Salaires

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|
| CAO lonen per uur (1) | 3.0 | 3.8 | 4.3 | 3.1 | 1.8 | 1.3 | - | - |
| Contractloon (2) | 2.9 | 3.5 | 4.3 | 3.1 | 1.8 | 1.4 | 1.8 | 2.5 |
| Incidentele loonsverhogingen (2) | | | -0.7 | -0.6 | 1.3 | 0.2 | 0.5 | 0.5 |
| Salaire brut (2) | 2.9 | 3.5 | 3.6 | 2.5 | 3.1 | 1.6 | 2.3 | 3.0 |
| Charges sociales patronales (2) | 0.1 | 0.9 | 0.5 | 0.2 | -0.8 | 1.1 | -0.8 | |
| Taux de salaire secteur marchand (2) | 3.0 | 4.4 | 4.1 | 2.7 | 2.3 | 2.7 | 1.5 | 3.0 |
| Coût salarial par personne occupée dans le secteur privé (3) | 3.2 | 4.4 | 4.2 | 2.9 | 2.5 | 2.6 | 1.8 | 2.7 |

Sources : Maandschrift (CBS), 1995/12 ; Statistisch Bulletin (CBS), 25/07/96
 Centraal Planbureau, Centraal Economisch Plan 1996, Bijlage A6, p. 372-373
 OCDE, Perspectives économiques, juin 1996, annexe tableau 12

Tableau 31 CAO-lonen per uur(1)

| | 1990 = 100 | % (2) |
|--------------|------------|-------|
| Janvier 95 | 114.80 | 1.32 |
| Février 95 | 114.80 | 1.23 |
| Mars 95 | 114.90 | 1.32 |
| Avril 95 | 115.00 | 1.32 |
| Mai 95 | 115.00 | 1.32 |
| Juin 95 | 115.00 | 1.58 |
| Juillet 95 | 115.50 | 1.58 |
| Août 95 | 115.50 | 1.58 |
| Septembre 95 | 115.50 | 1.67 |
| Octobre 95 | 115.60 | 1.58 |
| Novembre 95 | 115.50 | 1.58 |
| Décembre 95 | 115.60 | 1.67 |
| Janvier 96 | 116.70 | 1.62 |
| Février 96 | 116.70 | 1.62 |
| Mars 96 | 116.80 | 1.62 |
| Avril 96 | 117.00 | 1.70 |
| Mai 96 | 117.00 | 1.70 |
| Juin 96 | 117.00 | 1.70 |

(1) inclusief bijzondere beloningen voor de particuliere sector

(2) Pourcentage de variation par rapport au même mois de l'année précédente

Source : CBS - Statistisch bulletin, 23/2/95 et 25/07/96

Tableau 32 Temps de travail conventionnel dans le secteur privé(1)

| | Pourcentage de variation par rapport à la période précédente |
|------|--|
| 1990 | 0,0 |
| 1991 | -0,2 |
| 1992 | -0,1 |
| 1993 | 0,0 |
| 1994 | 0,0 |
| 1995 | 0,1 |

(1) Évolution du temps de travail annuel maximale pour les adultes travaillant à temps plein
Source : CBS, Maandschrift 12/95, p. 11

Tableau 33 Temps de travail conventionnel(1)

| | 1990 = 100 | % (2) |
|-------------|------------|-------|
| 1995 | | |
| Janvier | 99.8 | 0.1 |
| Avril | 99.8 | 0.1 |
| Juillet | 99.7 | 0.0 |
| Octobre | 99.7 | 0.0 |
| 1996 | | |
| Janvier | 99.6 | -0.2 |
| Avril | 99.6 | -0.2 |
| Juillet | 99.6 | -0.1 |

(1) Évolution du temps de travail annuel maximale pour les adultes travaillant à temps plein

(2) Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

Source : CBS, Maandschrift 12/95, p. 11

CBS, Statistisch Bulletin 29/02/96, p. 3

Tableau 34 Resultaten van de belangrijkste cao's

| SECTOR | LOOPTIJD | LOONOVEREENKOMST (op jaarbasis) |
|---------------------------|-----------|------------------------------------|
| Bouwbedrijf | 1.1.1997 | + 1,80% |
| Electrotechniek | 1.1.1997 | + 2,19% |
| Energie- en nutsbedrijven | 1.1.1998 | + 2,50% |
| Grafische bedrijven | 1.2.1997 | + 2,98% |
| Levensmiddelenbedrijf | 1.10.1997 | + 1,13% |
| Metaalbewerking | 1.1.1997 | + 2,19% |
| Motorvoertuigen | 1.1.1997 | + 2,19% |
| Vleeswaren | 1.4.1997 | + 0,60% |
| Banken | 1.4.1998 | + 0,00% |
| Beroepsgoederenvervoer | 1.1.1997 | + 2,00% |

Source : Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheid.

III. ANNEXES

A. Annexe 1 : Scénario Ocde

a. Croissance et emploiTableau 1 PIB en volume

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -1,2 | 2,9 | 1,9 | 0,5 | 2,4 | 2,8 |
| PAYS-BAS | 0,2 | 2,7 | 2,4 | 1,6 | 2,6 | 2,8 |
| FRANCE | -1,3 | 2,8 | 2,2 | 1,0 | 2,4 | 2,7 |
| MOYENNE 3 | -1,1 | 2,8 | 2,1 | 0,8 | 2,4 | 2,8 |
| BELGIQUE | -1,6 | 2,2 | 1,9 | 1,0 | 2,4 | 2,9 |

Tableau 2 Emploi total

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -1,8 | -0,7 | -0,2 | -0,9 | 0,2 | 0,6 |
| PAYS-BAS | 0,7 | -0,1 | 1,5 | 1,2 | 1,2 | 1,4 |
| FRANCE | -1,4 | 0,3 | 1,1 | -0,3 | 0,2 | 1,1 |
| MOYENNE 3 | -1,4 | -0,3 | 0,4 | -0,5 | 0,3 | 0,9 |
| BELGIQUE | -1,1 | -0,7 | 0,4 | -0,1 | 0,3 | 1,2 |

Tableau 3 Productivité dans le secteur des entreprises

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 0.7 | 4.0 | 2.4 | 1.7 | 2.4 | 2.3 |
| PAYS-BAS | 0.4 | 2.9 | 1.6 | 0.8 | 1.8 | 1.8 |
| FRANCE | 0.7 | 3.1 | 1.3 | 1.6 | 2.5 | 1.6 |
| MOYENNE 3 | 0.7 | 3.6 | 1.9 | 1.6 | 2.4 | 2.0 |
| BELGIQUE | -0.7 | 3.1 | 1.6 | 1.3 | 2.2 | 1.8 |

Tableau 4 Taux de chômage : définitions courantes

En pourcentage de la population active

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 8,9 | 9,6 | 9,4 | 10,3 | 10,4 | 10,1 |
| PAYS-BAS | 6,5 | 7,6 | 7,1 | 7,0 | 6,9 | 6,7 |
| FRANCE | 11,7 | 12,3 | 11,6 | 12,1 | 12,2 | 11,6 |
| MOYENNE 3 | 9,7 | 10,4 | 10,0 | 10,7 | 10,7 | 10,3 |
| BELGIQUE | 12,1 | 13,1 | 13,0 | 13,2 | 13,0 | 12,2 |

b. Dynamique de croissance**Tableau 5** Demande intérieure totale en volume

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -1,3 | 2,8 | 1,7 | | 2,1 | n.d. |
| PAYS-BAS | -1,2 | 3,3 | 2,4 | 1,5 | 2,2 | n.d. |
| FRANCE | -2,2 | 3,0 | 2,0 | 1,1 | 2,1 | n.d. |
| MOYENNE 3 | -1,6 | 2,9 | 1,9 | 0,5 | 2,1 | n.d. |
| BELGIQUE | -1,8 | 1,4 | 1,6 | 1,1 | 2,2 | n.d. |

Tableau 6 Exportations de biens et services en volume

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -4,7 | 7,5 | 3,8 | 5,3 | 6,9 | 7,5 |
| PAYS-BAS | 1,6 | 5,8 | 6,1 | 3,3 | 5,7 | 6,5 |
| FRANCE | -0,4 | 6,0 | 5,9 | 1,6 | 6,6 | 7,4 |
| MOYENNE 3 | -2,6 | 6,8 | 4,8 | 3,8 | 6,7 | 7,4 |
| BELGIQUE | 1,6 | 8,1 | 8,2 | 4,6 | 6,5 | 6,9 |

Tableau 7 Importations de biens et services en volume

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -5,2 | 7,1 | 2,7 | 3,2 | 5,9 | 7,0 |
| PAYS-BAS | -1,1 | 7,5 | 6,5 | 3,3 | 5,3 | 6,4 |
| FRANCE | -3,5 | 6,7 | 5,0 | 1,9 | 5,7 | 6,7 |
| MOYENNE 3 | -4,2 | 7,0 | 3,9 | 2,7 | 5,8 | 6,8 |
| BELGIQUE | 1,3 | 7,2 | 7,9 | 4,7 | 6,2 | 6,6 |

c. Commerce extérieur**Tableau 8 Taux de couverture total des biens en volume**

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 3,8 | 1,0 | 1,5 | 1,1 | 0,6 | 0,2 |
| PAYS-BAS | 10,9 | -1,1 | -0,5 | -0,1 | 0,5 | 0,0 |
| FRANCE | 3,2 | -0,7 | 1,8 | -0,4 | 1,0 | 0,7 |
| MOYENNE 3 | 4,3 | 0,2 | 1,3 | 0,4 | 0,7 | 0,4 |
| BELGIQUE | 6,1 | 6,8 | 1,1 | -0,3 | 0,2 | 0,5 |

Tableau 9 Termes de l'échange

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 1,5 | 0,2 | 1,2 | 0,1 | 0,2 | -0,3 |
| PAYS-BAS | -2,4 | 0,4 | 1,4 | -0,2 | 0,0 | -0,1 |
| FRANCE | 1,2 | 0,2 | -0,4 | 0,3 | 0,2 | -0,2 |
| MOYENNE 3 | 1,0 | 0,2 | 0,6 | 0,2 | 0,2 | -0,3 |
| BELGIQUE | 3,9 | -1,8 | 0,7 | -0,2 | 0,0 | -0,3 |

d. Profitabilité**Tableau 10 Part du revenu du capital dans le secteur des entreprises**

Excédent brut d'exploitation par rapport au PIB

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 33.4 | 35.0 | 36.0 | 35.8 | 36.3 | 36.8 |
| PAYS-BAS | 37.9 | 39.3 | 39.1 | 38.9 | 39.3 | 39.5 |
| FRANCE | 37.8 | 39.4 | 39.7 | 39.6 | 40.2 | 40.4 |
| MOYENNE 3 | 35.4 | 37.0 | 37.6 | 37.5 | 38.0 | 38.3 |
| BELGIQUE | 33.4 | 34.2 | 36.0 | 36.5 | 37.4 | 37.7 |

Tableau 11 Taux de rendement du capital dans le secteur des entreprises

Excédent brut d'exploitation par rapport au stock de capital

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 12.1 | 13.1 | 13.8 | 13.8 | 14.3 | 14.7 |
| PAYS-BAS | 17.1 | 17.9 | 17.8 | 17.5 | 17.6 | 17.8 |
| FRANCE | 14.1 | 15.0 | 15.2 | 15.1 | 15.5 | 15.7 |
| MOYENNE 3 | 13,3 | 14,2 | 14,7 | 14,6 | 15,0 | 15,3 |
| BELGIQUE | 12.4 | 12.7 | 13.4 | 13.3 | 13.7 | 14.0 |

e. Prix à la consommation privée

Tableau 12

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 4,0 | 2,8 | 2,0 | 1,6 | 1,5 | 1,3 |
| PAYS-BAS | 2,3 | 2,4 | 1,0 | 1,8 | 1,8 | 1,7 |
| FRANCE | 2,2 | 2,1 | 1,6 | 1,9 | 1,3 | 1,1 |
| MOYENNE 3 | 3,2 | 2,5 | 1,8 | 1,7 | 1,5 | 1,3 |
| BELGIQUE | 3,1 | 3,0 | 1,5 | 2,1 | 1,8 | 1,8 |

B. Annexe 2 : Scénario Cce

a. Croissance et emploiTableau 13 Croissance

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -1,2 | 2,9 | 1,9 | 0,5 | 1,8 | 2,5 |
| PAYS-BAS | 1,0 | 2,8 | 2,4 | 1,8 | 2,5 | 3,0 |
| FRANCE | -1,5 | 2,8 | 2,2 | 1,0 | 2,1 | 2,7 |
| MOYENNE 3 | -1,1 | 2,9 | 2,1 | 0,8 | 2,0 | 2,6 |
| BELGIQUE | -1,7 | 2,2 | 1,9 | 1,1 | 2,3 | 2,6 |

Tableau 14 Emploi total

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -1,8 | -0,7 | -0,3 | -0,8 | -0,1 | 0,5 |
| PAYS-BAS | | 0,1 | 1,4 | 1,0 | 1,4 | 1,3 |
| FRANCE | -2,1 | | 1,2 | | 0,6 | 0,9 |
| MOYENNE 3 | -1,7 | -0,4 | 0,4 | -0,4 | 0,3 | 0,7 |
| BELGIQUE | -1,4 | -0,6 | 0,4 | -0,1 | 0,7 | 0,8 |

Tableau 15 Productivité

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 0,6 | 3,6 | 2,3 | 1,4 | 1,8 | 2,0 |
| PAYS-BAS | 1,0 | 2,7 | 1,0 | 0,7 | 1,1 | 1,7 |
| FRANCE | 0,6 | 2,9 | 1,0 | 1,0 | 1,5 | 1,7 |
| MOYENNE 3 | 0,6 | 3,3 | 1,7 | 1,2 | 1,6 | 1,9 |
| BELGIQUE | -0,3 | 2,8 | 1,6 | 1,2 | 1,5 | 1,8 |

Tableau 16 Taux de chômage

En pourcentage de la population active

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 7,9 | 8,4 | 8,3 | 9,3 | 9,4 | 9,2 |
| PAYS-BAS | 6,6 | 7,2 | 7,3 | 7,2 | 7,0 | 6,4 |
| FRANCE | 11,7 | 12,3 | 11,5 | 11,7 | 11,7 | 11,2 |
| MOYENNE 3 | 9,2 | 9,7 | 9,3 | 10,0 | 10,0 | 9,7 |
| BELGIQUE | 8,9 | 10,0 | 9,9 | 10,1 | 9,8 | 9,3 |

b. Dynamique de croissance**Tableau 17** Demande intérieure

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -1,5 | 2,8 | 1,7 | 0,3 | 1,2 | 2,4 |
| PAYS-BAS | -0,8 | 3,3 | 2,5 | 1,3 | 2,4 | 2,8 |
| FRANCE | -2,3 | 3,0 | 2,0 | 1,2 | 2,1 | 2,6 |
| MOYENNE 3 | -1,7 | 2,9 | 1,9 | 0,7 | 1,6 | 2,5 |
| BELGIQUE | -2,0 | 1,4 | 1,6 | 1,4 | 2,1 | 2,3 |

Tableau 18 Exportations de biens et services

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -3,9 | 7,5 | 3,8 | 3,1 | 6,4 | 6,4 |
| PAYS-BAS | 1,7 | 5,8 | 5,6 | 3,4 | 5,2 | 5,9 |
| FRANCE | -0,4 | 6,0 | 5,9 | 2,4 | 5,2 | 6,0 |
| MOYENNE 3 | -2,1 | 6,8 | 4,7 | 2,9 | 5,9 | 6,2 |
| BELGIQUE | 1,6 | 8,1 | 7,7 | 2,9 | 4,8 | 6,0 |

Tableau 19 Importations de biens et services

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | -5,0 | 7,1 | 2,7 | 2,2 | 4,4 | 6,1 |
| PAYS-BAS | -1,8 | 7,5 | 6,1 | 2,8 | 5,3 | 6,0 |
| FRANCE | -3,4 | 6,7 | 5,0 | 2,8 | 5,2 | 5,9 |
| MOYENNE 3 | -4,1 | 7,0 | 3,8 | 2,5 | 4,8 | 6,0 |
| BELGIQUE | 1,2 | 7,2 | 7,4 | 3,2 | 4,7 | 5,7 |

Tableau 20 Termes de l'échange

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|
| ALLEMAGNE | 1,4 | 0,1 | 1,1 | -0,5 | 0,1 | -0,1 |
| PAYS-BAS | -0,4 | 0,5 | 1,3 | -0,1 | -0,1 | 0,0 |
| FRANCE | 1,1 | 0,5 | -0,3 | 0,1 | 0,0 | -0,1 |
| MOYENNE 3 | 1,1 | 0,3 | 0,6 | -0,2 | 0,0 | -0,1 |
| BELGIQUE | 1,6 | -0,4 | 0,1 | -0,2 | 0,0 | -0,1 |

C. Annexe 3 : remarques méthodologiques

a. La périodisation

La période prise en compte concerne les années 1993 à 1998.

La loi prévoit que "l'évolution de l'emploi et l'évolution du coût salarial sont exprimées en taux de croissance exprimés en pourcentages par comparaison avec les deux années antérieures et les prévisions pour les deux années suivantes". Le rapport technique sur les marges maximales disponibles pour l'évolution du coût salarial présente les données 1995-1998, soit les estimations pour 1995 et les prévisions 1996 concernant l'accord interprofessionnel qui précède celui qui sera négocié sur la base du rapport technique et qui concernent les années 1997 et 1998. En plus, les données 1993 et 1994 sont ajoutées car elles constituent les dernières données observées disponibles et cohérentes avec les estimations et prévisions au moment de la réalisation du rapport.

b. Les sources

Les données OCDE proviennent des "Perspectives économiques de l'OCDE", n° 59 de juin 1996 et du "scénario de référence à moyen terme de l'OCDE" compatible avec les Perspectives économiques. Tout en tenant compte des prévisions nationales, officielles concernant les pays Membres, le Secrétariat de l'OCDE fonde les prévisions publiées dans les Perspectives économiques de l'OCDE sur sa propre évaluation de l'économie mondiale, s'appuyant pour cela sur des analyses par pays, par thèmes et par zones. L'accent est mis sur le rôle des liaisons commerciales et financières internationales afin d'assurer une cohérence entre les prévisions pour chaque pays et les développements mondiaux.

Les projections à moyen terme constituent un scénario technique qui n'a pas pour objectif de prévoir l'évolution la plus probable de l'économie dans le moyen terme mais bien de prolonger dans le temps les tendances observées lors de la réalisation des "Perspectives économiques" en tenant compte des spécifications du modèle de l'OCDE (Interlink). C'est ainsi que les hypothèses techniques suivantes sont réalisées :

- la différence entre la production actuelle (celle estimée en fin de période dans les "Perspectives économiques") et la production potentielle est résorbée à l'horizon de la projection et le taux de chômage est ramené à son niveau structurel;
- les prix des matières premières et les taux de change sont supposés inchangés en termes réels sur l'ensemble de la période de projection, sauf pour les pays membres du Mécanisme de change européen et leurs principaux partenaires commerciaux d'Europe continentale dont les taux de change bilatéraux sont supposés inchangés en valeur nominale;
- la politique monétaire est supposée être déterminée en fonction de l'objectif d'inflation fixé à moyen terme dans les différents pays;
- la politique budgétaire est déterminée à législation constante.

Les données CE proviennent des Budgets économiques 1996-1997 du printemps 1996 et des projections à moyen terme 1996-2000 des services de la Commission européenne. Les prévisions à court terme contenues dans les budgets économiques donnent les estimations les plus réalistes qui peuvent être construites au départ des plus récentes informations disponibles au moment de leur confection (10 mai 1996) notamment en ce qui concerne l'environnement international et les mesures de politique économique. Cela signifie que les prévisions ne tiennent compte que des mesures de politique économique qui ont déjà été adoptées ou qui ont été annoncées de manière claire et suffisamment détaillée.

La projection à moyen terme constitue un scénario qui a pour objectif d'illustrer les implications de la poursuite des politiques économiques en cours et des comportements observés ainsi que de pouvoir construire des variantes de politique économique. Ces projections sont dès lors beaucoup plus dépendante des spécifications du modèle de la CE (Quest) que les prévisions à court terme. En conséquence, la projection reflète les comportements et les relations de long terme imposés par le modèle utilisé. La politique économique et spécialement la politique budgétaire est supposée constante au regard des prévisions à court terme.

c. **Les trois concepts de coûts salariaux nominaux**

Le document reprend, conformément à la loi, trois notions de coût salarial; pour chacune, la masse salariale est rapportée à une quantité de travail particulière.

- le coût salarial par personne occupée: la quantité de travail est égale à l'emploi en nombre de personnes occupées, que celles-ci exercent un temps plein ou un temps partiel;
- le coût salarial par personne occupée exprimé en équivalents temps plein: la quantité de travail est égale à l'emploi en équivalents temps plein en accordant à l'emploi à temps partiel un poids correspondant au rapport de la durée effective annuelle de travail des travailleurs à temps partiel et celle des travailleurs à temps plein (tableaux 10 et 9);
- le coût salarial par heure effectivement prestée: la quantité de travail est égale au nombre d'heures effectivement prestées par les travailleurs.

d. **Salariés ayant un emploi à temps partiel (tableau 5)**

Jusque 1994, les données concernant la proportion des salariés travaillant à temps partiel sont fournies par les "Enquêtes sur les forces de travail" d'Eurostat. Pour les années postérieures à 1994, le secrétariat estime les données pour chacun des pays à l'aide d'une extrapolation sous forme d'une régression linéaire de la part de l'emploi salarié à temps partiel dans l'emploi salarié total sur la période de 1987 à 1994. Le choix de la période d'échantillon résulte de l'absence de données pour les Pays-Bas pour les années 1984 et 1986.

Sur une plus longue période nous constatons que, pour la part du travail à temps partiel dans l'emploi total (pour l'ensemble de l'économie), la tendance reste la même dans les quatre pays (graphique 113).

e. Emploi salarié en équivalents temps plein (tableau 6)

Le calcul de l'emploi en équivalents temps plein est réalisé à partir des données d'emploi sous-jacentes à l'élaboration de la statistique salariale (emploi dans le secteur privé; données OCDE/ emploi total; données CE) et de la part de l'emploi salarié à temps partiel dans l'emploi salarié total. L'équivalence entre salariés à temps partiel et à temps plein est déterminée par le rapport entre la durée effective annuelle des salariés travaillant à temps partiel et à temps plein.

f. Durée effective annuelle de travail des salariés à temps plein et à temps partiel (tableaux 9 et 10)

Les données sont fournies par les "Statistiques en bref : population et conditions sociales" d'Eurostat, 1996 (données non encore publiées). Pour les années postérieures à 1994, le secrétariat estime les données pour chacun des pays à l'aide d'une extrapolation sous forme d'une régression linéaire du nombre d'heures effectivement prestées respectivement pour les salariés travaillant à temps plein et à temps partiel sur la période 1987 à 1994. Le choix de la période d'échantillon résulte de l'absence de données pour les Pays-Bas pour les années 1984 et 1986.

Le concept de durée effective annuelle du temps de travail utilisé par Eurostat évalue le temps total, tout au long d'une année, pendant lequel un salarié est effectivement présent à son poste et disponible pour travailler.

La source de base utilisée a été l'Enquête communautaire sur les forces de travail (EFDT) réalisée au printemps dans les douze États Membres depuis 1983. Les questions posées dans l'EFDT sur la durée du temps de travail, soit habituelle soit effective, concernent les valeurs hebdomadaires. Les estimations de la durée effective annuelle du temps de travail ne peuvent pas être obtenues en multipliant la durée effective hebdomadaire par le nombre de semaines, 52 en moyenne. Au long d'une année, il y a de nombreux facteurs, plus ou moins prévisibles, qui ne permettent pas une telle forme de calcul.

Le calcul de cette estimation annuelle des heures effectives tient compte d'abord des heures habituelles de travail déclarées par la personne telles qu'elles sont définies dans l'Enquête sur les Forces de Travail ; nombre d'heures normalement prestées par la personne en incluant toutes les heures, y compris les heures supplémentaires, payées ou non, mais en excluant le temps de déplacement entre le domicile et le lieu de travail, de même que les pauses et le repas principal. Ce concept est donc proche de la durée normale, telle qu'elle est généralement définie dans les conventions collectives, plus les heures supplémentaires à ceci près que les heures supplémentaires sont mesurées à un niveau qu'on peut considérer comme représentatif pendant la semaine de référence de l'enquête.

On procède ensuite au calcul des heures non travaillées par salarié et par facteur d'absence à partir de la différence entre les heures habituelles moyennes et les heures effectives travaillées pour tous les salariés ayant déclaré se trouver dans une des situations d'absence considérées comme les plus représentatives.

Les principales raisons d'absence retenues par Eurostat sont les suivantes :

- raisons économiques et technologiques,
- éducation/formation,
- maladie/accident,
- maternité,
- congé spécial.

La valeur ainsi obtenue est annualisée en soustrayant encore les jours ouvrables de vacances et de jours fériés établis selon les réglementations ou les conventions collectives de chaque pays.

Très souvent, les données collectées dans les États Membres sur les jours de vacances sont insuffisantes, différentes, voire contradictoires par manque de registres sur les résultats des négociations collectives, inexistantes dans beaucoup d'États membres. Eurostat a procédé à un travail de comptabilisation sur la base de différentes sources des Ministères du Travail et des partenaires sociaux, pour obtenir des chiffres utilisables.

g. Nombre d'heures effectivement prestées par les salariés (tableaux 11 et 12)

Le calcul du nombre d'heures effectivement prestées par les salariés est réalisé à partir des données d'emploi sous-jacentes à l'élaboration de la statistique salariale (emploi dans le secteur privé; données OCDE/ emploi total; données CE) et de la part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total. Il est ensuite tenu compte respectivement pour les salariés travaillant à temps plein et à temps partiel du nombre d'heures effectivement prestées.

h. Coût salarial nominal (tableaux 13 et 16)

Le calcul du coût salarial est réalisé à partir des données de masse salariale sous-jacentes à l'élaboration de la statistique salariale (masse salariale dans le secteur privé; données OCDE/ masse salariale dans l'économie globale; données CE) et respectivement de l'évolution de l'emploi en équivalents temps plein et de l'évolution du nombre d'heures effectivement prestées.

i. Données concernant l'inflation (tableaux 17 à 20)

Les données rassemblent les données prescrites par la loi concernant l'inflation soit l'indice santé et le déflateur des prix à la consommation privée. Ces données sont complétées par les données sous-jacentes à l'élaboration de ces séries comme la rémunération nominale et les prix à l'importation.

Une comparaison entre les données OCDE et CE, est faite pour les différents pays et ceci pour l'ensemble des années des scénarios à moyen terme.

Cette comparaison permet de situer les schémas de prévision propre à chaque Institution mais aussi de cadrer le schéma de la Belgique dans celui des autres pays. La variable "prix" étant très importante dans l'estimation de l'évolution des coûts salariaux qui est elle-même une composante importante de l'évolution des prix.

Les données concernant la Belgique ajoute outre la comparaison OCDE et CE, les données des "Budgets économiques 1997" de juillet 1996 de l'Institut des comptes nationaux et du scénario actualisé de l'Annexe statistique des "Perspectives 1996-2000" d'avril 1996 du Bureau du plan.

Les données d'inflation pour l'OCDE et pour la CE concernent le déflateur des prix de la consommation privée. Pour les "budgets économiques" et les "perspectives 1996-2000", les données concernent le déflateur des prix de la consommation privée et l'indice santé.

Les données d'évolution des prix à l'importation pour l'OCDE concernent les valeurs unitaires à l'importation de biens, pour la CE elles concernent le déflateur des prix à l'importation des biens et des services. Pour les "Budgets économiques" et les

"Perspectives 1996-2000", les données concernent le déflateur des prix à l'importation des biens et des services.

Les données de croissance économique concernent l'évolution du produit intérieur brut à prix constant.

Finalement, les données mensualisées de l'évolution de l'inflation sont données sur la base des données d'indice santé des Budgets économiques pour 1996 et 1997 et des perspectives 1996-2000 pour l'année 1998.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| INTRODUCTION | 2 |
| I. LES DONNÉES SELON LA LOI ET L'AVIS DU CCE | 5 |
| A. Coût salarial par personne occupée | 5 |
| B. Évolution de l'emploi | 6 |
| C. Évolution de la durée de travail | 8 |
| D. Coût salarial nominal corrigé pour le temps partiel et la durée effective de travail | 10 |
| a. Source Ocde | 10 |
| b. Source Cc | 11 |
| E. Données concernant l'inflation | 12 |
| a. Belgique | 12 |
| b. Allemagne, Pays-Bas, France | 14 |
| II. LES DONNÉES RÉCENTES | 15 |
| A. Allemagne | 15 |
| B. Pays-Bas | 19 |
| III. ANNEXES | 22 |
| A. Annexe 1 : scénario Ocde | 22 |
| a. Croissance et emploi | 22 |
| b. Dynamique de croissance | 24 |
| c. Commerce extérieur | 25 |
| d. Profitabilité | 26 |
| e. Prix à la consommation privée | 27 |
| B. Annexe 2 : scénario Cce | 28 |
| a. Croissance et emploi | 28 |
| b. Dynamique de croissance | 30 |

| | |
|---|-----------|
| C. Annexe 3 : remarques méthodologiques | 32 |
| a. La périodisation | 32 |
| b. Les sources | 32 |
| c. Les trois concepts de coûts salariaux nominaux | 33 |
| d. Salariés ayant un emploi à temps partiel | 33 |
| e. Emploi salarié en équivalents temps plein | 33 |
| f. Durée effective annuelle de travail des salariés à temps plein et à temps partiel | 34 |
| g. Nombre d'heures effectivement prestées par les salariés | 35 |
| h. Coût salarial nominal | 35 |
| i. Données concernant l'inflation | 35 |